

BULLETIN

DE LA FÉDÉRATION JURASSIENNE

de l'Association internationale des travailleurs

Paraissant tous les Dimanches.

Abonnements pour l'année 1874 :
En Suisse :

Un an, 8 fr., six mois, 4 fr.

Les abonnements pris auprès des bureaux de poste paient une surtaxe de 20 cent.

L'émancipation des travailleurs

doit être l'œuvre

des travailleurs eux-mêmes.

Abonnements pour l'année 1874 :

Allemagne, fr. 10»60. — Amérique, fr. 16. — Angleterre, fr. 13»20. — Belgique, fr. 10»60. — Espagne, 13»20. — Hollande, fr. 12»20. — Italie, fr. 9»60.

On s'abonne auprès de M. François Floquet, Grande Rue, 143, au Locle (canton de Neuchâtel, Suisse.)

LOCLE, LE 22 FÉVRIER 1874.

AVIS.

Nous prions les personnes et les Sections qui ont reçu en dépôt des exemplaires de l'Almanach du peuple pour 1874, de bien vouloir en transmettre le montant, d'ici au 28 février au plus tard, à l'adresse de M. Alexandre Châtelain, caissier du Comité fédéral jurassien, à l'Atelier coopératif des grâveurs, au Locle.

Il est indispensable, pour que le Comité puisse faire face aux engagements qu'il a contractés avec l'imprimeur, que les fonds soient rentrés à l'époque indiquée.

La politique de l'Internationale.

II

Comme nous le disions à la fin du précédent article, il est encore une raison qui a fait éliminer d'abord du programme de l'Internationale, en apparence du moins, et seulement en apparence, toute tendance politique.

Jusqu'à ce jour, depuis le commencement de l'histoire, il n'y avait pas eu encore de politique du peuple; et nous entendons par ce mot le bas peuple, la *canaille ouvrière* qui nourrit le monde de son travail; il n'y a eu que la politique des classes privilégiées, de ces classes qui se sont servies de la puissance musculaire du peuple pour se détrôner mutuellement, et pour se mettre à la place l'une de l'autre. Le peuple à son tour n'a jamais pris parti pour les unes contre les autres, que dans le vague espoir qu'au moins l'une de ces révolutions politiques, dont aucune n'a pu se faire sans lui, mais dont aucune ne s'est faite pour lui, apporterait quelque soulagement à sa misère et à son esclavage séculaire. Il s'est toujours trompé! Même la grande révolution française l'a trompé. Elle a tué l'aristocratie nobiliaire et a mis à sa place la bourgeoisie. Le peuple ne s'appelle plus

ni esclave, ni serf, il est proclamé né libre en droit; mais dans le fait son esclavage et sa misère restent les mêmes.

Et ils resteront toujours les mêmes tant que les masses populaires continueront à servir d'instrument à la politique bourgeoise, que cette politique s'appelle conservatrice, libérale, démocratique, radicale et lors même qu'elle se donnerait les allures les plus révolutionnaires du monde. Car toute politique bourgeoise, quels que soient sa couleur et son nom, ne peut avoir au fond qu'un seul but: *le maintien de la domination bourgeoise*; et la domination bourgeoise, c'est l'esclavage du prolétariat.

Qu'a donc dû faire l'Internationale? Elle a dû d'abord détacher les masses ouvrières de toute politique bourgeoise, elle a dû éliminer de son programme tous les programmes politiques bourgeois. Mais, à l'époque de sa fondation, il n'y avait pas dans le monde d'autre politique que celle de l'Eglise, ou de la monarchie, ou de l'aristocratie, ou de la bourgeoisie; la dernière, surtout celle de la bourgeoisie radicale, était sans contredit plus libérale et plus humaine que les autres; mais toutes, sans exception, sont également fondées sur l'exploitation des masses ouvrières, et n'ont d'autre but que de se disputer le monopole de cette exploitation.

L'Internationale a donc dû commencer par débayer le terrain, et comme toute politique, au point de vue de l'émancipation du travail, se trouvait alors entachée d'éléments réactionnaires, elle a dû d'abord rejeter de son sein tous les systèmes politiques connus, afin de pouvoir fonder, sur ces ruines du monde bourgeois, la vraie politique des travailleurs, la politique de l'Association internationale.

* *

Les fondateurs de l'Internationale ont agi avec beaucoup de sagesse en donnant pour base à cette

Association la lutte exclusivement économique du capital contre le travail. Ils savaient d'avance qu'au moment qu'un ouvrier met le pied sur ce terrain, du moment que prenant confiance aussi bien dans son droit que dans la force numérique du prolétariat, il s'engage avec ses compagnons de travail dans une lutte solidaire contre l'exploitation bourgeoise, il sera nécessairement amené, par la force même des choses, et par le développement de cette lutte, à reconnaître bientôt tous les principes politiques et philosophiques du socialisme révolutionnaire, qui ne sont autre chose, en effet, que les conséquences nécessaires du principe fondamental de l'Internationale.

Si vous montrez dès d'abord ces conséquences, dans toute leur rigueur logique, à des ouvriers ignorants, écrasés par le travail de chaque jour, empoisonnés systématiquement par les doctrines perverses et malsaines que les gouvernements, l'Eglise et la bourgeoisie leur distribuent à pleines mains, — vous n'aboutirez qu'à les effrayer ; ils vous repousseront peut-être, sans songer que ces idées qui leur font peur ne sont rien que l'expression la plus fidèle de leurs propres intérêts, que ce programme est la réalisation de leurs vœux les plus chers ; et qu'au contraire, les préjugés politiques et religieux au nom desquels ils les repousseront peut-être, sont la cause directe de la prolongation de leur esclavage et de leur misère.

Il faut bien distinguer entre les préjugés des masses populaires et ceux de la classe privilégiée. Les préjugés des masses ne sont fondés que sur leur ignorance et sont tout-à-fait contraires à leurs intérêts, tandis que ceux de la bourgeoisie sont précisément fondés sur les intérêts de cette classe, et ne se maintiennent, contre l'action dissolvante de la science bourgeoise elle-même, que grâce à l'égoïsme collectif des bourgeois. Le peuple veut, mais il ne sait pas ; la bourgeoisie sait, mais elle ne veut pas. Lequel des deux est l'incurable ? La bourgeoisie, sans aucun doute.

Règle générale : On ne peut convertir que ceux qui sentent le besoin de l'être, que ceux qui portent déjà dans leurs instincts ou dans les misères de leur position, soit extérieure, soit intérieure, tout ce que vous voulez leur persuader ; mais on ne convertit jamais ceux qui n'éprouvent le besoin d'aucun changement, ni même ceux qui, tout en désirant sortir d'une position dont ils sont mécontents, sont poussés par la nature de leurs habitudes morales, intellectuelles et sociales, à chercher leur idéal dans un monde différent du vôtre.

Essayez de convertir au socialisme un noble qui convoite la richesse, un bourgeois qui voudrait se faire noble, ou même un ouvrier qui ne tendrait de toutes les forces de son âme qu'à devenir un bourgeois ! Convertissez encore un aristocrate réel ou imaginaire de l'intelligence, un savant, un demi-savant, un quart, un dixième, une centième partie de savant, un de ces hommes qui, tout bouffis d'ostentation scientifique, parce qu'ils ont eu le bonheur de comprendre tant bien que mal quel-

ques livres, sont pleins d'un mépris arrogant pour les masses illettrées, et s'imaginent qu'ils sont appelés à former entr'eux une nouvelle caste dominante, c'est-à-dire exploitante !

Aucun raisonnement ni aucune propagande ne seront jamais en état de convertir ces malheureux. Pour les convaincre, il n'y a qu'un seul moyen : c'est le fait, — c'est-à-dire la destruction de toute possibilité pour les situations privilégiées, de toute domination et de toute exploitation ; c'est la révolution sociale, qui, en balayant tout ce qui constitue l'inégalité dans le monde, moralisera ces gens-là en les forçant à chercher leur bonheur dans l'égalité et dans la solidarité !

Il en est autrement des ouvriers sérieux. Nous entendons par un ouvrier sérieux celui qui est réellement écrasé par le poids du travail ; celui dont la position est si précaire et si misérable, qu'il ne puisse pas seulement avoir la pensée de conquérir pour *lui-même*, et seulement pour lui-même, dans les conditions économiques et dans le milieu social actuel, une position meilleure ; de devenir, par exemple, à son tour, un patron ou un conseiller d'Etat.

Nous rangeons naturellement aussi dans la catégorie des ouvriers sérieux, les rares et généreux ouvriers qui, tout en ayant la possibilité de monter individuellement au-dessus de la classe ouvrière, n'en veulent pas profiter, aimant mieux souffrir encore quelque temps, solidairement avec tous leurs camarades de misère, de l'exploitation des bourgeois, que de devenir des exploités à leur tour. Mais ceux-là n'ont pas besoin d'être convertis : ils sont déjà socialistes.

Nous n'avons donc à parler que de la grande masse ouvrière, qui, éreintée par son travail quotidien, est ignorante et misérable. Celle-là, quels que soient les préjugés politiques et religieux qu'on ait tâché et même réussi en partie à faire prévaloir dans sa conscience, est *socialiste sans le savoir* ; elle est, au fond de son instinct, et par la force même de sa position, plus sérieusement, plus réellement socialiste, que ne le sont tous les socialistes scientifiques et bourgeois pris ensemble. Elle l'est par toutes les conditions de son existence matérielle, par tous les besoins de son être, tandis que ces derniers ne le sont que par les besoins de leur pensée ; et, dans la vie réelle, les besoins matériels exercent toujours une puissance bien plus forte que ceux de la pensée.

Ce qui manque aux ouvriers, ce n'est pas la réalité des instincts, des aspirations socialistes ; c'est seulement la pensée socialiste claire et consciente d'elle-même. Tout ouvrier sérieux, qui réclame dans le fond de son cœur une existence meilleure, est nécessairement un révolutionnaire socialiste, puisque son émancipation ne peut s'effectuer que par le renversement de tout ce qui existe maintenant. Ou bien cette organisation de l'injustice et du privilège doit périr, ou bien les masses ouvrières resteront condamnées à un esclavage éternel.

Comment détruire cette ignorance, ces préjugés qui obscurcissent encore la conscience et l'intelligence naturelle des classes ouvrières ? Comment s'y prendre pour donner au travailleur une idée claire de ce qu'il veut et des moyens de réaliser ses aspirations confuses ? Comment faire naître en lui une pensée qui corresponde à son instinct ? — Sera-ce par l'instruction et par la propagande ?

L'instruction et la propagande sont certes de beaux et grands moyens ; mais ils sont insuffisants dans l'état actuel des classes ouvrières. L'ouvrier isolé est trop écrasé par son travail et par ses soucis quotidiens pour avoir beaucoup de temps à donner à son instruction. Et d'ailleurs, qui répandra cette instruction, qui fera cette propagande ? Seront-ce les quelques socialistes sincères, issus de la bourgeoisie, qui sont pleins de généreux bon vouloir, sans doute, mais qui sont trop peu nombreux d'abord pour donner à leur propagande toute l'étendue nécessaire, et qui, d'un autre côté, appartenant par leur position à un monde différent, n'ont pas sur le monde ouvrier toute la prise qu'il faudrait, et excitent en lui des défiances plus ou moins légitimes ?

« L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, » dit le préambule de nos statuts généraux. Mais comment ? Le monde ouvrier ne connaît pas la théorie ; une seule voie lui est ouverte pour travailler lui-même à son émancipation : c'est celle de son *émancipation par la pratique*. Quelle peut et quelle doit être cette pratique ?

Il n'en est qu'une seule. C'est celle de la lutte solidaire des ouvriers contre les patrons. C'est *l'organisation et la fédération des caisses de résistance*.

(La suite au prochain numéro).

Nouvelles de l'Extérieur.

France.

Un radical.

On nous écrit de Genève :

« La séance de l'Assemblée de Versailles du 27 janvier, dans laquelle l'élection de M. Marcou, député de l'Aude, a été validée, malgré les protestations de M. de Gavardie, qui affirmait que l'admission de ce *communeux* porterait atteinte à la *sainteté de l'Assemblée* (sic), vient de démontrer une fois de plus quelle est la valeur réelle des députés radicaux.

Nous avons eu ce triste spectacle de voir l'ancien proscrit de Décembre, le rédacteur de la *Fraternité*, qui, il y a trois ans, sympathisait avec la révolution du 18 mars, se vanter à la tribune d'avoir empêché la proclamation de la Commune à Carcassonne, et avouer avec fierté qu'il avait habilement détourné le *désordre* de la ville dont il était maire, et que grâce à lui, *certaines éléments puissants pour le désordre* (lisez *E. Digeon*, son ami de trente ans), quittèrent le chef-lieu de l'Aude pour aller proclamer la Commune à Narbonne.

C'était faire la part du feu.

Mais laissons M. Théophile Marcou répondre à M. de Gavardie :

« Je vous dirai ceci : Je suis entouré dans mon pays de l'estime publique. Lorsque le 18 mars éclata à Paris, on vint me demander s'il ne fallait pas proclamer la Commune à Carcassonne ; je n'avais qu'à dire un mot, j'étais maire de la ville comme je le suis encore (*bruit*) ; grâce à moi, certains éléments puissants pour le désordre quittèrent la ville et allèrent proclamer la Commune à Narbonne.

« Le général commandant le département, le procureur-général, apprenant que j'étais depuis trente ans l'ami de l'homme qui commandait la Commune à Narbonne, vinrent solliciter mon entremise auprès de lui pour l'engager à se soumettre.

« Il fut convenu que si je ne pouvais réussir, j'enverrais immédiatement une dépêche au général Robinet, pour que *l'autorité militaire pût agir en conséquence*. J'envoyai la dépêche à minuit, et si j'avais su que la question vint aujourd'hui, je vous en aurais apporté la copie certifiée. On a voulu me faire passer pour un paria qui n'est d'aucun parti : on ne me connaît pas : c'est grâce à mon influence personnelle que l'ordre s'est maintenu à Carcassonne. J'ai été élu trois fois président du Conseil général et je suis bâtonnier de l'ordre des avocats. »

Nous pourrions entrer dans de plus amples détails et nous étendre sur la mission *capitulatrice* de M. Marcou auprès de la Commune de Narbonne. Nous nous abstenons. Il nous suffit de faire remarquer qu'il conduit fatalement tout mandat politique, car il nous est pénible de voir un homme dont l'honorabilité est incontestable, renier pour les besoins de sa cause ses opinions de la veille.

Maintenant que penseront de ce langage ceux de nos co-réfugiés qui croient encore aux mandats et aux mandataires politiques ?

D'avance leur réponse nous est connue. Ils diront tout bas en clignant de l'œil : « C'est de l'*habileté politique*. »

Quant à nous, notre vocabulaire nous fournit une autre expression, et dorénavant, lorsque nous voudrons dire qu'un homme est... habile, nous nous écrierons : *C'est un radical !* »

Belgique.

Plusieurs grèves importantes se sont déclarées dans les charbonnages. Ainsi, dans les houillères de Flémalle, un millier d'ouvriers, auxquels on voulait imposer une réduction de salaire, avaient cessé le travail. Mais la force armée est arrivée immédiatement sur les lieux, et les grévistes intimidés, et n'ayant d'ailleurs aucune organisation, ont dû se soumettre à leurs seigneurs et maîtres.

La conduite des propriétaires de charbonnages est si odieuse dans cette circonstance, leur exploitation, non-seulement à l'égard de leurs ouvriers, mais à l'égard du public en général, est si visible, que *l'Étoile belge*, journal conservateur, tout en réprouvant la grève, ne peut s'empêcher d'adresser une sévère semonce aux propriétaires sur leur rapacité et leur égoïsme.

Une autre grève a éclaté dans les charbonnages du Flénu ; les grévistes sont au nombre de 3,000. Et pendant que les compagnies d'exploitation s'efforcent de rognier la misérable journée de leurs ou-

vriers, les journaux annoncent que Messieurs les actionnaires du Flénu vont toucher le 2 mars prochain 1,200 fr. par action, à titre de dividende sur les bénéfices de l'année 1873.

Angleterre.

Les élections au Parlement sont terminées, et les *torries* ayant obtenu la majorité, le ministère du *libéral* Gladstone, le bourreau des *fénians*, va se trouver remplacé par un ministère dirigé par le *tory* ou conservateur Disraeli. Il n'y a du reste entre ces deux hommes d'Etat qu'une seule différence: c'est que Disraeli ne prend pas l'épithète de *libéral*, et que cette franchise lui donne au moins sur son rival l'avantage d'une honnêteté relative.

Les *Trades' Unions* avaient porté dans différents collèges onze candidats; deux seulement ont été élus: M. Alex. Macdonald, président de l'*Association nationale des mineurs*, élu à Stafford; et M. Thomas Burt, secrétaire de l'*Association des mineurs du Northumberland*, élu à Marpeth. A ce sujet, nous lisons dans le *Bulletin du mouvement social* de Paris (organe d'un groupe de socialistes bourgeois), le détail suivant: « Les ouvriers mineurs ont en différentes reprises constitué à M. Macdonald une fortune qui va lui permettre de siéger à Westminster, et ils vont payer une pension à M. Burt. » Ils sont bien avisés, ces pauvres mineurs: ils envoient à grand'peine deux ouvriers, leurs collègues, pour défendre leurs intérêts au Parlement; et leur premier soin est de transformer ces deux ouvriers en deux bourgeois!

Supposons que les onze candidats des *Trades' Unions* eussent été élus, qu'auraient-ils fait au Parlement? — Ah, vous répondent les ouvriers anglais, c'est un commencement, un premier pas; dans quelques années, au lieu de onze, nous en enverrons vingt, puis trente, puis cinquante, puis cent, puis trois cents, et quand nous aurons enfin la majorité, nous exécuterons les réformes sociales.

C'est là un plan comme un autre, bien qu'il soit un peu long à réaliser; et si les ouvriers anglais ont la patience de s'en tenir à ces procédés parlementaires, nous n'avons pas à les chicaner sur leur humeur. Pourtant il nous semble que lorsqu'on possède une puissance aussi formidable que la leur — au récent congrès des *Trades' Unions* à Nottingham étaient représentées 127 sociétés, formant un total de *un million cent quatre-vingt seize mille membres* — on pourrait donner à ses revendications une forme plus énergique.

En attendant que les *Trades' Unions* se décident à montrer un peu plus résolument les dents au capital, celui-ci, par l'intermédiaire de son gendarme l'Etat, leur fait sentir durement son despotisme. M. Thomas Halliday, président d'une association d'ouvriers mineurs, et sept autres membres du comité de cette association, sont renvoyés devant les prochaines assises de Manchester comme prévenus de *conspiration* (*conspiracy*). Leur crime est d'avoir payé le voyage de retour d'ouvriers que les propriétaires de mines de Burnley avaient fait venir d'autres parties du pays pour remplacer leurs travailleurs en grève.

La loi anglaise interdit en effet, sous le nom de *conspiracy*, « tout ce qui peut *obstruer* le commerce; » et comme l'appréciation est laissée à l'arbitraire des juges, ceux-ci punissent comme *conspiracy* l'acte de mettre des sentinelles à la porte d'une fabrique pour prévenir les ouvriers que cette fabrique est en grève, ou celui de payer le voyage de retour à des ouvriers!

Italie.

(Fin de la Correspondance.)

Vous pouvez aisément comprendre, par tout ce que je vous ai dit, combien il est impossible d'organiser en sections de métiers ces multitudes ou-

rières éparses ça et là dans la campagne, sans communications, ignorantes, turbulentes, qui convertiraient en arène une salle de discussions, qui détestent les parleurs et qui veulent *agir*. Je ne me plains pas, certes, de ce manque d'organisation-là: l'organisation qu'il nous faut, nous l'aurons dans le soulèvement spontané, terrible, de toutes ces vicissitudes s'insurgeant pour s'emparer de la terre, qui ne rassasie pas leur faim, des ateliers, qui les font lentement périr, des palais qu'ils n'habitent pas. On verra alors un spectacle plus grandiose que celui d'une éruption du Vésuve.

Le cercle de propagande socialiste de Naples, qui s'est reconstitué dernièrement, publiera peut-être un *Bulletin des travailleurs*.

Fédération jurassienne.

Nous offrons aux méditations du *Progrès* de Delémont et du *National suisse* de la Chaux-de-Fonds les lignes ci-dessous:

« On ne pourra vaincre le clergé qu'en donnant satisfaction aux besoins économiques et sociaux du peuple. Ce qu'il y a au fond de toutes les religions, c'est une aspiration vers une existence meilleure; la mère de toutes les religions a toujours été la misère du peuple, comme son ignorance en a été le père; aussi, dès qu'une meilleure organisation sociale aura assuré au peuple l'instruction et le pain, savez-vous ce qu'on fera du dernier prêtre? on ne le pendra pas, on le conduira à Charenton. Jusque-là, tous les efforts des « libres-penseurs » seront inutiles pour détacher des autels le pauvre peuple ignorant et opprimé; le cléricisme, sous toutes ses formes, ne peut être vaincu que par un seul principe: le *socialisme*. Le peuple ne priera que tant qu'il sera misérable et ignorant; la religion d'un peuple instruit et émancipé de l'oppression économique ne consistera que dans une existence conforme à la morale humaine.

» Ceux des meneurs ultramontains qui réfléchissent et qui sont intelligents, reconnaissent très bien la faiblesse réelle du libéralisme et la force de l'idée socialiste. Aussi assistons-nous à ce spectacle étrange, que les principaux coryphées de l'ultramontanisme se jettent avec prédilection sur le terrain social, critiquent avec beaucoup de justesse les conditions économiques actuelles, et vont même quelquefois jusqu'à proposer des réformes positives. Plus d'un parmi ces ultramontains fait preuve dans ses considérations sur les questions sociales, de plus de connaissance réelle du sujet que n'en possèdent tous nos hommes d'Etat et nos journalistes libéraux mis ensemble.

» Nous savons d'ailleurs très bien qu'il ne faut pas prendre au sérieux les projets de réforme sociale de Messieurs les ultramontains; ils ne sont pas assez sots pour vouloir scier la branche sur laquelle ils sont assis, et la question sociale n'est pour eux qu'un moyen d'agitation. Et si même l'un ou l'autre d'entre eux était sincère, le mouvement ouvrier n'aurait pas pour cela à attendre quoi que ce soit de ces gens-là. L'émancipation des travailleurs ne peut et ne doit être l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes, et les prêtres ne font pas partie du peuple travailleur.»

Ce qui précède est traduit fidèlement de la *Tagwacht* de Zurich, du 11 février, et nous sommes heureux de nous trouver une fois de plus en complète communauté d'idées avec les socialistes zuricois.